

**BATAILLE APPLE / SAMSUNG**

# Pas de ventes bloquées pour Samsung aux États-Unis à Noël

*La justice californienne a rejeté la demande préliminaire d'Apple de bloquer les ventes de la tablette Galaxy Tab 10.1 et des smartphones de son concurrent Samsung qu'elle accuse de violation de brevet, s'est félicitée, hier, dans un communiqué, l'entreprise sud-coréenne.*

La juge Lucy Koh de la cour du district de San Jose (Californie) s'est opposée à l'interdiction des ventes aux États-Unis, dans l'attente du procès qui devrait se tenir l'an prochain, et «cette décision confirme comme nous l'affirmons depuis longtemps que les arguments d'Apple manquent de bien-fondé», a précisé le communiqué.

«Nous avons confiance dans le fait que nous pourrions faire la démonstration que les produits mobile de Samsung se distinguent (lorsque le cas sera examiné devant le tribunal l'an pro-

chain)», a ajouté l'entreprise

Selon un porte-parole de Samsung, l'injonction préliminaire visait à empêcher les ventes des produits Samsung pendant la période cruciale des fêtes de fin d'année. Samsung a déjà remporté une victoire la semaine dernière en Australie, la justice australienne ayant réautorisé la vente de la tablette Samsung. Les deux groupes se livrent depuis le printemps 2011 une bataille judiciaire acharnée, s'accusant mutuellement de contrefaçon de technologie et de design, avec des procédures engagées dans plusieurs pays.



Photo : DR

Apple commercialise le téléphone multifonctions iPhone et la tablette iPad, tandis que Samsung propose la gamme de smartphones Galaxy S et la tablette Galaxy Tab. La Galaxy

Tab 10.1, dont la commercialisation a commencé cet été dans le monde, est considérée comme l'un des concurrents potentiels les plus sérieux du déjà culte iPad.

**ÉGYPTE**

## Le futur ministre des Finances indécis sur un prêt du FMI

*Le futur ministre des Finances égyptien, Moustafâ Saïd, a déclaré hier qu'il était encore «trop tôt» pour dire si son pays allait recourir à un prêt de 3,2 milliards de dollars du Fonds monétaire international (FMI) pour surmonter une situation économique difficile.*

«Il est encore trop tôt pour connaître le sort de l'accord conclu avec le FMI pour un prêt de 3,2 milliards de dollars, pour résorber le déficit budgétaire estimé à 134 milliards de livres égyptiennes (22 milliards de dollars)», a-t-il déclaré, selon un communiqué du ministère

des Finances. Ce communiqué annonce également la nomination de M. Saïd dans le prochain gouvernement que le nouveau Premier ministre désigné par l'armée au pouvoir, Kamal El-Ganzouri, est en train de former et dont une dizaine de membres ont déjà été choisis.

Cette proposition de prêt du FMI faite en juin a fait l'objet au fil des mois de déclarations contradictoires de la part des autorités égyptiennes, qui s'y sont déclarées tour à tour favorables, hostiles ou hésitantes.

Mi-novembre, le ministre des Finances sortant, Hazem el-Beblawi, avait assuré qu'il y

avait une «forte tendance» en faveur de son acceptation. La situation économique de l'Égypte s'est fortement dégradée depuis la révolte qui a chassé le président Hosni Moubarak en début d'année, avec en particulier une forte baisse des recettes du tourisme et une chute des investissements étrangers.

L'armée au pouvoir, qui dispose de très importantes activités économiques propres, a fait savoir vendredi qu'elle allait prêter un milliard de dollars à la banque centrale pour l'aider à faire face à la fonte de ses réserves de change.

**TUNISIE**

## Croissance zéro attendue cette année

*La Tunisie réalisera un taux de croissance nul à la fin de l'année 2011, a indiqué hier le gouverneur de la Banque centrale (BCT), Mustapha Kamel Nabli, lors d'un colloque à Tunis. Cette croissance zéro devrait entraîner une baisse du rythme de la création d'emploi et une hausse du taux de chômage qui devrait dépasser les 18%, a ajouté M. Nabli, cité par l'agence tunisienne TAP.*

Les dernières prévisions de croissance du gouvernement tunisien s'établissaient entre 0,2% et 1% pour 2011.

Depuis la révolution qui a chassé l'ex-président Zine El Abidine Ben Ali, la Tunisie s'est enfoncée dans la crise, en raison notamment d'une chute spectaculaire des revenus du tourisme, secteur qui représente 7% du PIB et emploie quelque 700 000 personnes.

D'autres secteurs stratégiques sont également touchés, comme l'industrie des phos-

phates, principal pourvoyeur de devises. La Tunisie est le 5<sup>e</sup> producteur mondial mais des grèves à répétition et des fermetures d'usines ont fortement perturbé l'activité tout au long de l'année. Le patronat du secteur estime «le

manque à gagner» en 2011 à 500 millions de dinars (environ 256 millions d'euros) par rapport à 2010.

Le chômage, déjà lancinant sous le régime Ben Ali, a été aggravé par le conflit en Libye et

le retour forcé de quelque 100 000 travailleurs tunisiens. Les régions déshéritées de l'intérieur de la Tunisie, d'où est parti le soulèvement populaire de 2010/2011, sont particulièrement touchées.

**ÉNERGIES VERTES**

## Des élus américains veulent une enquête sur la Chine

*Un groupe de 59 élus américains a demandé au président Obama d'ouvrir une enquête sur de présumées pratiques de dumping de la Chine dans le secteur des énergies propres, dans une lettre publiée vendredi.*

«Il est impossible de renforcer notre sécurité énergétique ou de créer des emplois ou de la croissance, si nous remplaçons les importations de pétrole du Moyen-Orient par des technologies liées aux énergies vertes importées de Chine dans le cadre d'échanges inéquitables», écrivent les élus démocrates et républicains.

Cette lettre fait suite à une plainte «anti-dumping» déposée aux États-Unis par le fabricant de panneaux solaires SolarWorld Industries America, filiale de l'allemand SolarWorld, qui a demandé en octobre à l'administration Obama d'imposer des sanctions commerciales à la Chine afin de lutter contre la concurrence de ce pays, accusé de subventionner abusivement ses exportateurs.

«Nous vous exhortons à prendre toutes les mesures nécessaires pour enquêter rapidement sur ces allégations et prendre les décisions appropriées en fonction des résultats de cette enquête», écrivent les

élus américains. Les fabricants chinois de panneaux solaires ont vigoureusement rejeté mardi dernier les accusations de SolarWorld.

Le 25 novembre, la Chine a de son côté annoncé qu'elle lançait une enquête sur les subventions américaines dans le domaine des énergies renouvelables.

Le ministère chinois du Commerce a annoncé que cette enquête portait sur les équipements dans l'énergie solaire, éolienne et hydraulique et six projets dans les États du Massachusetts, de l'Ohio, de Washington, du New Jersey et de Californie.

**USA**

## Ventes record pour les armes lors du «Vendredi noir»

Les ventes d'armes aux États-Unis ont, elles aussi, atteint un niveau record avec une augmentation de 32% vendredi dernier, le jour du Black Friday qui lance la saison des achats de fin d'année et a atteint un sommet cette année.

Ce jour-là, 129.166 armes ont été vendues contre 97.848 en 2008, année du précédent record, indique vendredi le quotidien *USA Today*, qui s'appuie sur le nombre de demandes de permis de ventes envoyés au FBI par les armuriers.

Le FBI a confirmé à l'AFP le chiffre de ces ventes, tout en indiquant qu'il «n'avait pas d'explication à cette augmentation».

Interrogé par le journal, Larry Keane, porte-parole de la Fondation nationale pour les sports de tir, a estimé qu'il y avait «une plus grande prise de conscience des Américains concernant leur droit constitutionnel de porter des armes».

M. Keane, qui indique que 25% des achats sont en général des premiers achats, a néanmoins affirmé qu'il ne pouvait pas vraiment expliquer cette hausse «étonnante».

Marqué par des promotions monstre dans tout le pays, le «Vendredi noir» a lieu le lendemain de Thanksgiving, la grande fête familiale américaine, célébrée le dernier jeudi de novembre. La frénésie d'achats et les soldes se poursuivent généralement le samedi et le dimanche.